

Le maire de Bordeaux avait annulé des crédits pour l'achat de Canadairs quand il était au gouvernement

28 JUILLET 2026 ENVIRONNEMENT, GOUVERNEMENT

Les macronistes ont un tiroir caisse à la place du cerveau. La preuve avec le maire de Bordeaux, Thomas Cazenave, qui vient d'arriver à la tête de la ville. Confronté à la plus grave crise qu'ait connu Bordeaux depuis des décennies, alors que des centaines de milliers de personnes ont été déplacées dans le département, et que sa métropole a été menacée pendant plusieurs jours par des incendies sans précédent, il a d'abord pensé au pognon.

Sa première annonce en tant que maire ? La création d'«une cellule de crise économique» pour assurer «une forme de continuité économique dans une crise qui dure», avec les patrons locaux. En gros, continuer à faire tourner la machine à cash et envoyer les gens au boulot, même dans une ville asphyxiée par les fumées et cernée de flammes.

Cette philosophie, Thomas Cazenave l'a appliquée toute sa vie. Cet homme a exactement le même âge que Macron, et les mêmes idées. Il a rencontré l'actuel président dès 2007, à l'Inspection générale des finances puis au sein de la commission Attali. C'était en 2007, il y a quasiment 20 ans, et Cazenave était macroniste avant même la naissance du macronisme.

En 2011, il est directeur délégué des ressources humaines de la firme Orange. Au même moment, le management inhumain pratiqué dans cette entreprise, qui était jadis le

service public France Télécom, pousse des dizaines de salariés au suicide. Puis Thomas Cazenave est envoyé appliquer la restructuration néolibérale au sein de Pôle emploi.

Sous Hollande, il entre dans le cabinet du ministre de l'Économie ... qui n'est autre qu'Emmanuel Macron. Thomas Cazenave rédige un livre programme baptisé : «L'État en mode start-up». L'ouvrage est préfacé par Macron, c'est un plan de bataille pour les années à venir. Ce livre, il l'écrit avec le directeur du cabinet de Conseil privé Mc Kinsey, Karim Tadjeddine.

Thomas Cazenave se trouve donc au cœur du scandale Mc Kinsey, ce système de détournement de fonds public au profit du cabinet privé, qui consistait à lui verser, avec notre argent, des sommes exorbitantes pour rendre des rapports inutiles et nullissimes que des fonctionnaires auraient pu écrire mieux et sans les facturer. D'ailleurs, Cazenave est ensuite en charge des commandes de l'État auprès des cabinets de conseil, en tant que «délégué interministériel à la Transformation publique de 2017 à 2019». C'est donc lui qui distribue les missions de conseil au moment où Mc Kinsey se remplit les poches.

Sous le deuxième mandat de Macron, Cazenave est ministre chargé des Comptes publics. En août 2023, il demande qu'une partie des médicaments ne soit plus remboursée. En septembre 2023, il annonce fièrement qu'il y aura «probablement une dizaine de 49-3 de plus cet automne». Il porte aussi une loi permettant aux propriétaires d'augmenter les loyers.

C'est à ce poste, où il cogne sur les pauvres, fait des cadeaux aux riches et démantèle l'Etat social, que Thomas Cazenave rogne sur les dépenses destinées à la lutte contre les incendies.

Le 21 février 2024, il signe avec Gabriel Attal, alors Premier ministre, un décret qui annule 10 milliards d'euros de dépenses publiques, notamment pour les pompiers.

Dans le détail, le gouvernement de Gabriel Attal supprimait ainsi près de 53 millions d'euros de crédits destinés à la Sécurité civile, selon un rapport du Sénat du 21 novembre 2024. Cela empêche l'achat de deux Canadairs neufs. La France en avait cruellement besoin, et elle est actuellement démunie.

Cazenave n'était pas à son coup d'essai. Lors d'une réunion de la commission des finances le 18 novembre 2022, la France Insoumise réclamait l'augmentation des moyens pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours – le SDIS. Le macroniste répondait «Notre groupe est conscient des enjeux des SDIS mais le financement de notre politique en la matière ne peut se faire à partir d'amendements qui ne présentent aucune cohérence les uns avec les autres.» En bref, il s'opposait déjà à un budget décent pour les pompiers, alors que la France avait connu durant l'été 2022 une série d'incendies incontrôlables. Et en particulier dans le Sud-Ouest, où des dizaines de milliers d'hectares avaient brûlé.

Un territoire dont Bordeaux est la capitale, gouverné depuis le mois de mars par Thomas Cazenave, qui mériterait, de la part des bordelais, le surnom d'incendiaire.